

LA CÔTE À BARON



**CÔTEAU BARON OU CÔTE À BARON • LES DÉBUTS DE L'AVENUE DU PARC
JARDINS ET VERGERS DE LA CÔTE À BARON • LA FAMILLE DELISLE
BELMONT HALL UNE VILLA CHIC • LE LOTISSEMENT DU NOTAIRE CADIEUX
UN FACTEUR D'ORGUE DANS LE CÔTEAU**

SOMMAIRE

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ
Gabriel Deschambault 3

SUR LA CÔTE À BARON
Illustration de Marie-Josée Hudon 4

ÉDITORIAL
Justin Bur 5

LE COTEAU BARON OU LA CÔTE À BARON
Justin Bur 6

LA NAISSANCE DE L'AVENUE DU PARC
Yves Desjardins 8

LE COMMERCE DES PLANTES À LA CÔTE À BARON
Bernard Vallée 10

BELMONT HALL, UNE VILLA RICHE DE SES OCCUPANTS
Gabriel Deschambault 14

LE LOTISSEMENT CADIEUX
Justin Bur 16

JEAN-BAPTISTE JACOTEL, UN FACTEUR D'ORGUE FRANÇAIS ÉTABLI À LA CÔTE À BARON
Francis Lapointe (UQAM) 18

LA FAMILLE DELISLE ET LA VILLA MONT-SAPIN
Huguette Loubert 20

FONDS D'ARCHIVES DE LA SHP
Nathalie Bandulet 23

PAGE DE COUVERTURE :

Cette photographie, captée vers 1870, nous montre la Villa Lunn qui se trouvait à l'angle nord-est du carrefour Sherbrooke et de la future rue de Bleury. Construite vers 1815-1820 et occupée par la famille de Margaret Fisher et William Lunn, elle trônait au milieu de la ferme et des terrains rassemblés par Margaret Fisher et son premier mari William Hutchison, dans cette partie ouest du secteur de la Côte à Baron. William Lunn (1796-1886) deviendra un notable montréalais très impliqué dans la communauté ; principalement comme fondateur du Montreal General Hospital ; comme administrateur de la Banque de Montréal et du port de Montréal ; et également, comme responsable de la mise sur pied du réseau scolaire protestant.

(James Inglis, Musée McCord Stewart MP0000.15.71)

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Automne 2024 • Vol. 19, no 2-3

Rédacteur en chef: Gabriel Deschambault
Correctrice: Sylvie Roy
Infographiste: Alejandro Natan

Comité du bulletin
Huguette Loubert, Justin Bur, Gabriel Deschambault

Le bulletin est publié quatre fois par année, les 21 mars, juin, septembre et décembre.

Imprimeur: Centre de copies Papillon,
4360, avenue Papineau

Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) et Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Centre de services communautaires du Monastère
4450, rue Saint-Hubert, local 419
Montréal H2J 2W9
514 563-0623
www.histoireplateau.org

Conseil d'administration
Lorraine Decelles, présidente
Gabriel Deschambault, vice-président
Robert Ascah, trésorier
Jean Rey-Regazzi, secrétaire
Huguette Loubert, Myriam Wojcik, Sylvie Roy, Justin Bur, Mathieu Roy, administratrices et administrateur

Nathalie Bandulet, directrice du Centre de documentation et d'archives
Ange Pasquini, webmestre



La Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal a été fondée par Richard Ouellet, le 8 janvier 2006, et est membre de la Fédération Histoire Québec.

La SHP est un organisme de bienfaisance, numéro 85497 1561 RR0001.



Visitez la Société d'histoire du Plateau sur Facebook



STEVEN GUILBEAULT
Député de
Laurier—Sainte-Marie

800 De Maisonneuve Est, Bureau 1010
Montréal (Québec) H2L 4L8
514-522-1339
Steven.Guilbeault@parl.gc.ca

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ

Gabriel Deschambault

PRIX HOMMAGES SHP 2024

Encore cette année, la tradition des prix Hommage de la SHP se poursuit avec notre soirée de remise des prix qui se tiendra le mercredi 30 octobre prochain. Nous voulons, par cet événement, reconnaître l'apport de personnes ou d'organismes, à l'amélioration de la valeur humanitaire ou du caractère patrimonial de notre quartier.

Trois prix sont remis afin de marquer, à divers titres, des qualités de *rayonnement*, *d'engagement* ou *d'action bénévole*, montrées par certaines personnes dans le cadre de leur démarche personnelle dans notre quartier. C'est une tradition instaurée en 2016 et qui est au cœur de la volonté de notre société de souligner et de marquer concrètement les gestes posés qui ajoutent de la valeur à notre environnement de vie. Ce sont les pages contemporaines d'une histoire qui enrichit continuellement un bagage déjà très large. Surveillez nos infolettres qui vous communiqueront les détails de cette activité.

À LA RECHERCHE D'AUTEURS ET AUTRICES !

Nous vous en parlions déjà dans le dernier numéro du bulletin. La SHP est en quête de nouveaux talents pour alimenter son blogue avec des histoires qui racontent la vie du quartier à l'aide des souvenirs de nos membres.

C'est notre webmestre, Ange Pasquini, qui a à cœur de faire vivre cette jeune « bibliothèque de mémoire » et qui relance périodiquement les membres afin de leur soutirer quelques pages de prose personnelle. Il y a déjà quelques auteurs qui sont assidus et d'autres qui nous visitent sporadiquement. On y trouve surtout de savoureuses tranches de la petite histoire du quartier ; des souvenirs de jeunesse ; des aventures d'anciens

emplois dans des commerces du quartier. Toutes les histoires sont bonnes à raconter et si vous avez besoin d'un coup de pouce, notre éditeur vous épaulera. Allez, lancez-vous et contactez notre webmestre.

<https://blogue.histoireplateau.org/>

UNE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Votre société a mené en 2019, vous vous en souvenez peut-être, une réflexion sérieuse visant à questionner notre fonctionnement, nos réalisations, nos objectifs, etc.. Il en est ressorti un premier document que nous avons mis à jour en 2022 et qui constitue notre Plan Stratégique 2020-2025. Dans cette dernière version, nous faisons ressortir 4 priorités qui devaient, selon nous, guider nos actions.

Votre société souhaite d'abord mettre en valeur l'aspect « **reconnaissance** » de son expertise, auprès des décideurs et de la communauté. Nous reconnaissons ensuite l'importance de nous préoccuper de l'aspect « **relève** » dans nos rangs, afin d'assurer la pérennité de la société. Bien sûr, il est également primordial de maintenir une bonne « **communication** » ; non seulement auprès de nos membres, mais également auprès du public en général. Finalement, nous souhaitons consolider nos diverses « **activités** » ; conférences, balades historiques, afin d'intéresser le plus large public possible à notre présence dans le quartier.

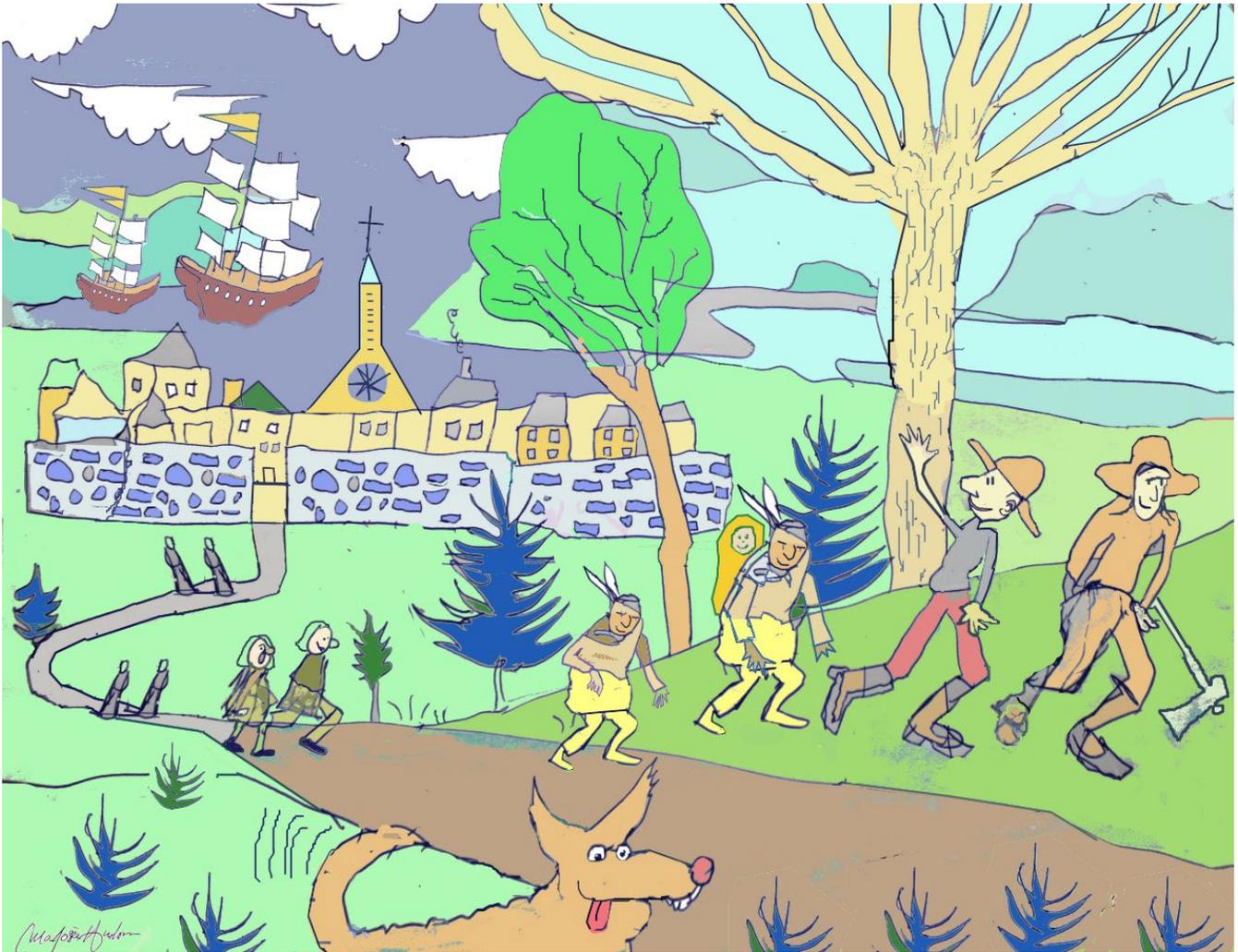
Voici les quatre mots clefs de ce Plan Stratégique, que nous voulons garder à l'esprit afin de maintenir le cap sur les aspects importants de notre rôle. Nous vous invitons à nous communiquer vos idées sur ces sujets ou sur d'autres aspects qui vous préoccupent.

À VOUS LA PAROLE !

Nous vous invitons à nous suggérer des thèmes que vous aimeriez voir traités dans nos prochains bulletins ou conférences. Proposez nous également des sujets de visites à faire dans le quartier. Et pourquoi ne pas venir nous rejoindre comme bénévoles. Le centre de documentation est ouvert au public chaque mardi (514 563 0623).



SUR LA CÔTE À BARON



Comme vous le savez peut-être, les Messieurs de Saint-Sulpice deviennent seigneurs de l'Île de Montréal en 1663. Un aspect de leur charge consiste à octroyer des terres afin d'assurer le développement de la colonie. Mais auparavant, c'est Maisonneuve lui-même qui octroie les terres aux colons. Ainsi, en 1662, un terrain de deux arpents de front sur quinze de profondeur est offert à Jean Auger dit Baron. Voilà donc, dit-on, la source de cette expression de « Côte à Baron » afin d'identifier un secteur de part et d'autre de la rue Sherbrooke, entre les rues De Bleury et Saint-Denis.

La fantaisie de notre amie Marie-Josée nous présente ici des Montréalais post 1720 (puisque les fortifications de la Ville ont été amorcées à cette époque) qui remontent une côte qui pourrait bien serpenter sur les terres de Jean Auger. Peut-être s'agit-il même du fameux chemin des Indiens, le chemin Saint-Michel, qui fait le lien avec le Sault-au-Récollet.

Toujours est-il que ce lieu-dit, apparaîtra longtemps sur les cartes et les atlas, et même jusqu'en 1825 sur la carte d'Adams, alors que quelques villas commencent à apparaître sur la rue Sainte-Marie (future rue Sherbrooke).

Gabriel Deschambault



*Tableau de Marie-Josée Hudon,
artiste portraitiste et fondatrice du*

Musée
des Grands Québécois
Une autre **forme** de **mémoire**
www.mdgq.ca



Justin Bur
membre du comité du bulletin de la SHP

ÉDITORIAL

LA CÔTE À BARON

Vous l'avez sûrement remarqué : depuis 2021, l'année du 175^e anniversaire du village de Côte Saint-Louis, le *Bulletin* a consacré quelques numéros aux villages fondateurs du Plateau. Il y a eu donc Côte Saint-Louis (automne 2021), Saint-Jean-Baptiste (printemps 2022), Saint-Louis-du-Mile-End (automne 2023), et De Lorimier (hiver 2023). La série apparemment terminée, nous avons pourtant couvert moins des trois quarts de la superficie de l'arrondissement. Car une partie importante du Plateau n'a jamais fait partie d'un village ; c'était une partie de la Cité de Montréal selon la délimitation dite « des 100 chaînes » décrétée en 1792¹.

Nous poursuivons donc notre série thématique sur les composantes historiques du Plateau avec ce numéro dédié à la Côte à Baron, ou Coteau Baron (voir la page suivante pour l'origine et les variantes du nom). Dans des numéros futurs, nous nous occuperons du reste du territoire – le quartier Milton-Parc, le secteur autour des parcs La Fontaine et Baldwin, et le coin des anciens abattoirs.

Le Coteau Baron, perché en haut de l'escarpement longeant la rue Sherbrooke, était un secteur lointain et difficilement accessible avant la mise en place du tramway hippomobile en 1861. C'était donc un lieu où les gens un peu fous (comme Thomas Torrance, texte de Gabriel Deschambault en page 14) mettaient leurs grandes demeures bien en vue.

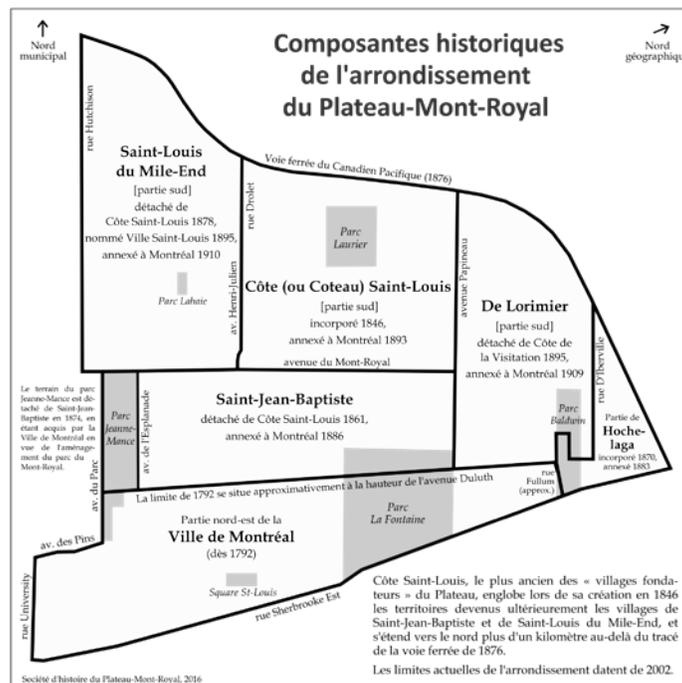
Il y a eu aussi une tentative d'y implanter une colonie d'artisans (le lotissement Cadieux, page 16). L'un d'entre eux, le facteur d'orgues Jean-Baptiste Jacotel, est le sujet du texte de Francis Lapointe en page 18.

En parcourant ces hauteurs d'ouest en est, nous rencontrons les débuts difficiles de l'avenue du Parc, racontés par Yves Desjardins en page 8 ; une série de pépinières étonnantes, dans le récit de Bernard Vallée en page 10 ; et quatre générations de la famille Delisle, avec Huguette Loubert, page 20.

Ce n'est qu'un petit échantillon de l'histoire du Coteau Baron. D'autres aspects ont déjà été traités : voir en particulier les numéros sur l'Hôtel-Dieu (automne 2014), l'Institution des Sourdes-Muettes (été 2017), le square Saint-Louis (printemps-été 2020), et le Plateau agricole (hiver 2020). Mentionnons aussi « La rue Sainte-Famille » de Denise Caron et « Les cotages de la Place Comte » de Bernard Vallée, tous deux au printemps 2021 ;

et « L'héritage de Côme-Séraphin Cherrier, rue Saint-Denis » d'Huguette Loubert, printemps 2023.

Mais si vous voulez entendre la saga du conflit entre Toussaint Pothier et les héritiers Foretier, ou comment la rue Cherrier s'est implantée contre la volonté de la famille Cherrier, il va falloir attendre un *Bulletin* futur !



Carte de Kevin Cohalan repris du Bulletin du printemps 2016



1. La limite est établie en 1792 à 100 chaînes (1,25 milles ou 2 km) de chaque porte principale de la ville fortifiée, suivant des lignes parallèles aux remparts (mais avec une totale inconscience des divisions antérieures du territoire).

LE COTEAU OU LA CÔTE À BARON



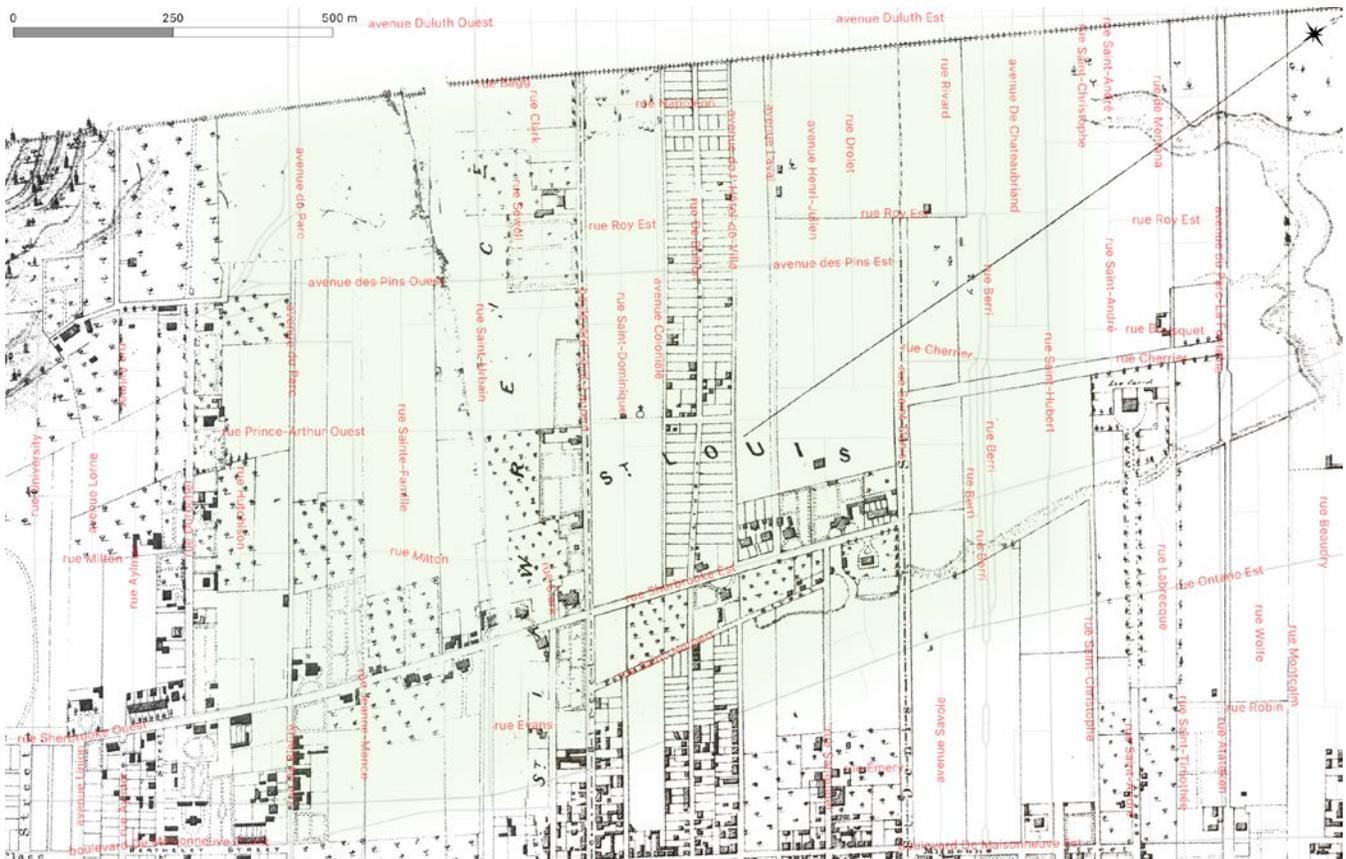
Justin Bur
membre de la SHP et de Mémoire du Mile End

DANS notre *Bulletin* sur le village de Côte Saint-Louis (automne 2021), j'ai écrit un petit texte expliquant pourquoi on voit parfois Coteau Saint-Louis et parfois Côte Saint-Louis. Et voilà, je suis de retour pour parler de la même chose. Est-ce le coteau Baron ou la côte à Baron? Tant qu'à y être, s'agit-il de Baron ou de Barron? Car toutes ces variantes (et même d'autres) se trouvent dans les documents historiques. Si seulement la Commission de toponymie existait il y a 275 ans!

Commençons par Baron. Il y a consensus que le nom fait référence à Jean Auger dit Le Baron (1623–1697), arrivé à Montréal en 1653 avec la Grande Recrue. Il acquiert une première terre en 1656, derrière la ville dans l'axe de la rue Saint-Denis, qu'il conserve pendant seulement

deux ans. Le 25 août 1662, il obtient de Paul Chomedey de Maisonneuve une nouvelle concession de 2 arpents de front dans l'axe de la rue Saint-Urbain à partir du boulevard de Maisonneuve vers le nord, en montant l'escarpement. Il en revend la moitié ouest en 1688. Le 10 octobre 1696, il vend la moitié restant à François Charon, fondateur de l'Hôpital Général. Cette terre sera transférée aux Sœurs Grises en 1747 avec l'ensemble des biens de l'Hôpital Général.

Dès 1739 des mentions du nom «coteau du Baron» ou «coste du Baron» apparaissent dans divers actes notariés¹. Un acte du 11 février 1756 (notaire Simonnet) est particulièrement intéressant : il concerne «François



Le coteau Baron (teinte de fond), mis en relief sur un extrait de la carte de Montréal de James Cane, 1846 avec les rues d'aujourd'hui [BAnQ / cartographie Justin Bur]

Houé dit Jolicœur, voiturier et charretier, demeurant dans la maison des pauvres de l'Hôpital Général près cette ville scituée sur leur terre nommée La Coste du Barron». Cela suggère que c'était l'Hôpital Général qui est à l'origine du nom, choisi pour distinguer cette terre de l'installation principale de l'institution à la pointe à Callière.

On voit que le flottement entre coteau et côte et entre Baron et Barron arrive très tôt. Peu de temps après, les variantes «coteau Baron», «coteau à Baron», et «côte à Baron» apparaissent, ce qui fait que le nom est déjà écrit de toutes ces façons avant 1800. D'ailleurs, il est très clair que ce lieu-dit ne fait pas allusion à une division du

territoire comme les côtes rurales. Dans les registres des Sulpiciens, le coteau Baron est simplement une partie du faubourg Saint-Laurent plus éloignée de la ville.

En termes d'aujourd'hui, le coteau proprement dit est l'escarpement qui monte entre les rues Ontario et Sherbrooke, entre les rues Hutchison et Saint-Hubert qui délimitaient le faubourg Saint-Laurent. Quand on dit qu'on habite au coteau Baron au XVIII^e ou XIX^e siècle, on veut dire que sa maison est située en haut du coteau mais pas trop loin de la ville; en pratique, la limite nord finira par s'établir à la limite municipale des 100 chaînes.

1. On peut faire une recherche dans l'outil Parchemin de la société Archiv-Histo, accessible sur banq.qc.ca.

ÉDOUARD-ZOTIQUE MASSICOTTE, « LA CÔTE OU LE COTEAU BARON À MONTRÉAL »

Bulletin de recherches historiques, janvier 1943, p. 24–27

La localité dénommée Baron fut un temps réputée être le lieu de prédilection de ceux qui avaient la «bosse de la pugnalité» lesquels, de nos jours, sont les «athlètes au pugilat», en langage snob.

Dans l'*Opinion publique* d[un] 25 février] 1875, un anonyme raconte ses souvenirs sur les *Forêts à bras canadiens* qu'il a connus ou dont il a entendu parler, et nous relevons le trait suivant.

« En 1836-37, il y avait peu ou presque point de police à Montréal. Le coup de poing était l'amusement de chaque jour. C'était dans les alentours du marché, alors sur la place Jacques-Cartier, que se formaient ces accointances des amateurs. La plus frivole équivoque, un clin-d'œil, un mot un peu vif, organisait une partie. Il n'y avait que des calèches pour voitures publiques. Les deux querelleurs en prenaient chacun une, avec un ami ou plutôt un second et l'on se dirigeait sur le coteau Barron. Derrière ces deux calèches se formait une procession composée de tout le monde, hommes de profession, oisifs de toutes sortes, bouchers, amateurs de sport de tout calibre, formant 50 à 60 calèches.

Au coteau Barron, ces champions se déshabillaient et la boxe commençait. C'était sérieux. Les spectateurs formaient rond et le fair play était à l'ordre du jour. Il n'y avait qu'une demi-douzaine d'hommes de police (à Montréal), cependant il suffisait du mot "police!" pour disperser des attroupements

de mille personnes. Ce cri mettait fin au combat, quand les spectateurs et probablement l'un des combattants en avaient assez. Mais on recommençait le lendemain. » ...

Ajoutons un autre témoignage, extrait des estimables mémoires de Madame F.-L. Béique *Quatre-vingts ans de souvenirs*.

On « ne peut que difficilement se faire une idée de ce qu'était Montréal entre 1860 et 1870. Sur la rue Saint-Denis, il n'y avait à cette époque que deux maisons au-delà de la rue Sherbrooke. L'une d'elles était occupée par un vieux jardinier qui vendait des légumes et des fleurs ... La rue Ontario était à peine ouverte et de là à la rue Sherbrooke il y avait un grand espace qu'on appelait le coteau Baron où les enfants allaient glisser en traîneaux les jours de congé. »

Notre ami défunt, Elzéar Roy (1869–1941)¹, se rappelait que dans sa jeunesse, les laitiers allaient traire le lait de leurs troupeaux pâturant au coteau Barron, puis venaient servir leur clientèle, au sud de la rue Ontario, en voiturottes ou en charrettes, de porte en porte, matin et soir. Il n'était pas alors question de pasteurisation ni de bouteilles. Le lait, contenu en de grands bidons, se débitait à la mesure, autrement dit à la chopine et à la pinte.

On nous assure aussi que vers 1880, il était encore de mode de glisser du haut en bas de la côte à Baron, aux environs des rues Saint-Hubert, Berri, etc.

1. Une biographie a paru dans *La Patrie*, 20 juin 1942, p. 36



Yves Desjardins
Membre de la SHP et de Mémoire du Mile End

LA NAISSANCE DE L'AVENUE DU PARC

L'AVENUE du Parc contemporaine se situe dans le prolongement de la rue De Bleury. Celle-ci, ouverte au début du 19^e siècle dans l'axe de la rue Saint-Pierre du Vieux-Montréal, est prolongée par étapes, au fur et à mesure de l'urbanisation, jusqu'à la rue Sherbrooke, au sommet de la terrasse qui domine la ville, alors nommée la Côte-à-Baron. De l'autre côté de cette rue, on retrouve du côté nord, le domaine d'une riche famille anglo-montréalaise, les Hutchison-Lunn. La famille s'y fait construire, vers 1815, une villa qui lui sert d'abord de résidence d'été avant de devenir son adresse principale au cours des années 1840. À l'arrière, les pâturages et les vergers dominent le paysage. Dès 1846, des Montréalais souhaitent que la rue Bleury soit prolongée à travers ce domaine pour créer un lien direct entre le centre-ville et le mont Royal. Il faudra cependant attendre 30 ans avant d'y parvenir.

UN CIMETIÈRE ET UN HÔPITAL

Le 16 août 1846, les administrateurs du cimetière protestant demandent aux autorités municipales de prolonger la rue De Bleury jusqu'au chemin Sainte-Catherine, le nom alors donné à l'avenue du Mont-Royal à cette hauteur. Ceux-ci ont en effet décidé de déménager le cimetière sur la montagne : situé depuis 1797 à l'emplacement actuellement occupé par le complexe fédéral Guy-Favreau, boulevard René-Lévesque, il est de plus en plus à l'étroit dans une ville en pleine croissance. L'intention est de relier en ligne droite le centre-ville au chemin d'accès du cimetière, l'actuel boulevard du Mont-Royal. Cette requête reste cependant sans lendemain.

Le déménagement de l'Hôtel-Dieu, en 1861, remet le prolongement de la rue de Bleury à l'ordre du jour. Les religieuses hospitalières de Saint-Joseph quittent alors le Vieux-Montréal pour s'installer sur la terre de la Providence, un territoire rural qui est une source de revenus pour la communauté, grâce à l'exploitation de ses bois, carrières et pâturages.

Les religieuses installent leur nouvel établissement à 600 mètres au nord de la rue Sherbrooke. Son ouverture stimule l'urbanisation du secteur environnant, d'autant plus qu'elles financent en partie le déménagement en lotissant les terres situées entre l'hôpital et la rue Sherbrooke. Le 22 avril 1863, leurs voisins, les Hutchison-Lunn, offrent de céder gratuitement à la Ville l'emprise requise pour prolonger la rue de Bleury, à la condition que la Ville la clôture, nivelle et pave à ses frais et qu'elle n'augmente pas les taxes tant que la propriété n'aura pas été entièrement vendue.

Montréal n'accepte cependant pas initialement l'offre, car elle fait face à plusieurs projets concurrents, particulièrement lorsqu'il s'agit de déterminer le trajet qu'empruntera la rue après l'avenue des Pins, là où se termine le domaine Hutchison-Lunn. Au-delà, ce sont les terres de d'autres grands propriétaires terriens qui misent eux aussi sur l'urbanisation future de leurs domaines. C'est le cas de la famille Bagg : elle offre à son tour, en juillet 1863, de céder à la Ville une emprise pour prolonger la rue De Bleury, mais son plan de lotissement implique qu'elle fasse un détour lorsqu'elle traverse ses terres, en passant au milieu du futur parc Jeanne-Mance. L'avantage évident, du point de vue des Bagg, c'est qu'on dégage ainsi suffisamment d'espace pour leur permettre de vendre des lots résidentiels des deux côtés de la rue. La succession Benjamin Hall, propriétaire des terres voisines de celles des Bagg du côté ouest, n'est pas en reste : elle dépose en 1865 son propre projet de prolongement de la rue De Bleury, incluant, évidemment, un plan de lotissement pour villas au cœur de sa propriété. Face à ces projets concurrents, le statu quo l'emporte.

Les tergiversations de la Ville amènent *The Gazette* à dénoncer la situation en 1870. Le journal affirme en éditorial qu'une route parallèle à la rue Saint-Laurent est plus que jamais nécessaire, car cette dernière est de plus en plus dangereuse en raison de son encombrement. Il existe pourtant une solution fort simple :

prolonger la rue De Bleury. Le nouveau parcours «rendra la promenade autour de la montagne plus agréable, car, plutôt que de respirer la poussière étouffante du chemin Mile-End (rue Saint-Laurent), nos concitoyens pourront profiter de l'air pur et de la beauté de la vue offerte le long de l'avenue proposée [...]. Correctement aménagée et bordée par une double rangée d'arbres, elle deviendra bientôt une adresse de choix pour les résidences et les terrains soigneusement entretenus de nos concitoyens les plus aisés¹ ».

LA PORTE D'ENTRÉE DU PARC DU MONT-ROYAL

L'impasse est cependant sur le point de se dénouer. La création du parc du Mont-Royal a en effet été décidée, en 1869, et la nécessité d'aménager une voie d'accès au nouveau parc fait pencher la balance de façon décisive. Le 30 septembre 1873, Montréal déclare voie publique le chemin privé des Hutchison-Lunn. Au-delà, le trajet de la nouvelle route suit le côté est de la ligne de séparation entre les propriétés des successions Bagg et Benjamin Hall, entre-temps expropriées

pour faire partie du parc. Les travaux, qui s'étalent sur deux ans, sont financés à même les fonds réservés à la création du parc : il importait de créer un accès à temps pour son inauguration, prévue le 24 mai 1876.

Quant au changement de nom, il faudra plusieurs pétitions des propriétaires riverains avant que la Ville n'adopte le nouvel odonyme. Celle du 1^{er} décembre 1882 sera la bonne : les signataires font valoir que renommer l'artère Park Avenue indiquera aux touristes qu'il s'agit là de l'entrée principale du parc du Mont-Royal. La résolution adoptée par le conseil municipal reprend ce dernier motif pour justifier le changement de nom. Upper Bleury Street devient officiellement Park Avenue le 15 janvier 1883. Il faudra attendre la promulgation de la *Charte de la langue française*, en 1977, avant que le nom français devienne le seul officiel.

Cet article est un extrait adapté de L'avenue du Parc et son histoire, paru en 2023 aux Éditions du Septentrion.

1. Éditorial, *The Gazette*, 14 avril 1870, p. 4 (ma traduction).



*En 1898, une publication nous montre une image de l'avenue du Parc fraîchement aménagée depuis 1876, afin d'offrir une voie d'accès digne de ce nom, pour l'inauguration du parc du Mont-Royal. La population réclame l'ouverture de cette voie depuis 1846.
William H. Carre, Art Work on Montreal, Canada, Chicago 1898 [BAnQ numérique]*

LE COMMERCE DES PLANTES À LA CÔTE À BARON



Bernard Vallée, sherpa urbain à Montréal Explorations, membre de la Société d'histoire du Plateau Mont-Royal, membre d'Objets de mémoire – groupe d'action muséologique et membre du Comité consultatif en reconnaissance de la Ville de Montréal.

On lève l'asphalte sur le passé bucolique du Plateau! Je vous emmène au début du 19^e siècle, époque où ce qui est aujourd'hui l'un des secteurs les plus densément peuplés de la région métropolitaine était une verdoyante campagne au flanc du mont Royal et au sud du plateau attenant, au bord de l'escarpement longé aujourd'hui par la rue Sherbrooke, de part et d'autre du chemin Saint-Laurent.

Cette Côte à Baron, bien exposée, était couverte de vergers au milieu desquelles de riches Montréalais établissaient leurs villas cossues et leurs jardins d'agrément avec vue sur le fleuve et sur les montérégiennes¹.

C'est là que plusieurs entrepreneurs et botanistes vont établir des pépinières qui vont permettre de replanter d'arbres fruitiers un secteur largement déboisé depuis la fondation de Ville-Marie. Ces commerces de plantes vont aussi devenir les premiers jardins botaniques publics puis des centres de divertissement aux attractions spectaculaires.

Je ne peux présenter ici une revue exhaustive de ces commerces de plantes; je me suis appuyé sur l'examen de cartes anciennes de la ville de Montréal dont certaines indiquent des pépinières. J'ai aussi consulté des revues britanniques où l'on relatait les découvertes botaniques et où l'on décrivait les commerces horticoles de ces scientifiques et commerçants montréalais.

« L'horticulture, loin d'être négligée, est très soignée dans le Bas-Canada, et particulièrement à Montréal; et l'on ne saurait en donner une meilleure preuve que nous avons trois ou quatre grandes pépinières. »²

« Les meilleures pommes de tout le continent sont celles de Montréal, qui produit aussi les meilleures poires et les meilleurs melons, ce qui vient probablement beaucoup de la culture qu'on y donne. »³



Les grandes pépinières de la Côte à Baron : 1. Blinkbonny Garden (1804–1840) ; 1a. Nursery Garden (ca 1820–1824) ; 2. Donnellan's Garden (1816–1837) ; 3. 1^{er} Jardin Guilbault (1831–1838) ; 4. 5^e Jardin Guilbault (1852–1862).

Topographical and pictorial map of the city of Montreal surveyed and drawn by James Cane, Civil engineer, 1846 (détail)

LE *BLINKBONNY GARDEN* DE ROBERT CLEGHORN

Robert Cleghorn (1778-1841), le propriétaire de la première grande pépinière commerciale de Montréal et sans doute du Bas-Canada s'établit à Montréal vers 1800. Possédant un diplôme universitaire en botanique de l'Université de Glasgow, l'Écossais ouvre une pépinière en 1806 où il vend des arbres fruitiers et des plantes à petits fruits. Le *Blinkbonny Garden* va rester une quarantaine d'années rue Sherbrooke, entre les axes des rues Durocher et Hutchison. Cleghorn agrandit le jardin au sud jusqu'à la rue Berthelet (aujourd'hui Ontario) en 1823 en achetant l'emplacement voisin.

En 1812, Robert Cleghorn est le secrétaire de la Société Florale de Montréal (qui est devenue la Société d'horticulture de Montréal en 1818), et il en est à nouveau son secrétaire en 1829. Il enquête sur les plantes locales, collecte et envoie des spécimens rares en Angleterre et en Écosse comme en témoigne de nombreuses contributions rapportées dans la prestigieuse revue de botanique richement illustrée, *Exotic Flora*, de Sir William Jackson Hooker éditée à Édimbourg entre 1823 et 1827.

Dans les derniers temps de son commerce, Robert Cleghorn convertit ses pépinières en jardin de promenade. Voici ce qu'en dit la revue *The Gardener's Magazine* de Londres en 1840 : « Les habitants de Montréal ont maintenant la possibilité, dans le Blinkbonny Garden, de joindre science à plaisir. Ses nombreuses promenades ombragées et ses abris campagnards en font un terrain de

récréation recherché par les citoyens en général, tandis que ses riches collections botaniques sont éminemment adaptées aux activités scientifiques. »⁴

Une carte de 1825 indique « Nursery Garden » à l'emplacement actuel du Couvent du Bon-Pasteur, entre les rues Sherbrooke et Foretier (aujourd'hui Saint-Norbert). Cela semble être un espace supplémentaire exploité par Cleghorn dans les années 1820 – il mentionne « the old Nursery Garden » dans une publicité de 1824 – et remplacé par l'agrandissement de 1823.

LA PÉPINIÈRE DONNELLAN GARDEN se trouve au sud-est du Blinkbonny Garden, rue Sanguinet près de l'emplacement actuel du cinéma Quartier Latin. John Donnellan, commerçant d'origine irlandaise, a doté sa pépinière d'une des rares serres chauffées des années 1830 où il cultive des plantes exotiques dont une « belle collection d'œillets » comme le rapporte *The Gardener's Magazine* de Londres en 1833. M. Donnellan a également une production maraîchère⁵. Ancien sympathisant patriote, Donnellan se présente pourtant du côté bureaucrate aux élections législatives de 1834, sans être élu. Il est probablement mieux connu comme fondateur de la Société Saint-Patrick de Montréal.

LES JARDINS BOTANIQUES DE JOSEPH-ÉDOUARD GUILBAULT⁶

Joseph-Édouard Guilbault (1803-1885) installe en 1831 son premier jardin à la Côte à Baron, *The Montreal Botanical Garden*, à l'arrière de la villa Belmont de la famille Molson. Cela correspond aujourd'hui à un quadrilatère au nord de la rue Milton, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Urbain. Sur les sept pépinières-jardins que Guilbault possédera entre 1831 et 1880, les trois plus grandes seront situées à la Côte à Baron, la première, la cinquième et la sixième.

Le **premier jardin (1831 à 1838)** est d'abord essentiellement horticole. Le concept innovateur



Gravures de plantes envoyées fraîches ou séchées par Robert Cleghorn à la revue britannique *Exotic Flora*.



EXHIBITION OF THE HORTICULTURAL SOCIETY, AT MONTREAL.
*Le Jardin Guilbault en 1852, lors de l'exposition de la Société d'horticulture à Montréal. James Duncan.
 Collection du Musée McCord Stewart, M21990.21.320.1*

de ce genre de jardin, c'est d'être à la fois un lieu de promenade à entrée gratuite, comme un jardin public, et un commerce de plantes rares qu'on peut admirer en pleine terre ou dans des serres et qu'on peut acheter ou commander pour l'importation. On y retrouve des plantes importées d'Europe et des États-Unis. Guilbault publie des catalogues de plantes en 1832 et en 1834 qui semblent être les premiers du genre à avoir été publiés ici, confirmant le caractère avant-gardiste de l'entrepreneur et de sa conjointe Sophie Labbé. Ils vont rapidement introduire des activités nocturnes de *jardins de plaisir* à l'européenne, incluant illuminations par torches et lampions ainsi que feux d'artifices et acrobaties circassiennes.

Après avoir plusieurs fois déplacé son jardin, le couple et leur fille Matilde reviennent à la Côte à Baron et louent en 1852 un grand terrain en pente de 5 arpents entre les rues Sherbrooke et Ontario, Saint-Urbain et De Bleury, une grande partie du territoire actuel du Cœur des sciences de l'UQAM.

En prenant le nom de *Jardin Botanique et Zoologique Guilbault*, ce **5^e jardin (1852-1862)** annonce tout de suite ses couleurs : un jardin à l'anglaise avec un ruisseau, des bosquets ombragés, une prairie verdoyante, des bancs pour se reposer et prendre le frais, un pavillon

de musique, un petit théâtre pour le vaudeville et des exhibitions d'humains atypiques, un saloon, une allée de quilles et un boulingrin, des collections de plantes rares et une ménagerie d'animaux canadiens et exotiques. On y tire des feux d'artifice, on y accueille des cirques en tournée, on assiste à des ascensions de ballons et on y tient les expositions annuelles de la Société d'horticulture de Montréal. La pépinière s'efface progressivement devant le jardin de plaisir et les activités de divertissement.

En 1860, deux ans avant son déplacement un peu plus au nord, le Jardin Guilbault est encore le principal, sinon le seul jardin à accès public à Montréal puisque les deux autres parcs publics municipaux, le square Victoria et le square Viger, sont en cours d'aménagement et de plus petite taille.

Quand l'horticulteur et promoteur de spectacles Joseph-Édouard Guilbault installe en 1862 son **6^e jardin (1862-1869)** entre les rues Saint-Laurent et Saint-Urbain, au sud de l'axe de la rue Roy, ce déménagement marque un changement dans la nature de l'établissement de celui que l'on appellera désormais le « Barnum canadien » : sur le nouvel emplacement, la pépinière et le jardin de verdure champêtre et pittoresque cèdent largement le pas à celui de jardin zoologique et de lieu de spectacles



*Les trois jardins botaniques de J.-É. Guilbault de la Côte à Baron : 1. 1^{er} Jardin Guilbault (1831-1838) ; 2. 5^e Jardin Guilbault (1852-1862) ; 3. 6^e Jardin Guilbault (1862-1869) ; 4. Pépiniériste-fleuriste David Smith (1864-?)
Fortification Surveys Canada. Contoured plan of Montreal and its environs, Quebec, triangulated in 1865 and surveyed in 1868-1869, H. S. Sitwell (détail).*

principalement circassiens. Dans un autre article, nous pourrions décrire plus en détail les attractions spectaculaires de ce jardin.

D. SMITH ET SON

Au moment où J.-É. Guilbault installe son 6^e jardin – le plus spectaculaire – sur la *Main*, le pépiniériste montréalais Donald Smith établit juste en face en 1864 ses *Victoria Nurseries* (les pépinières Victoria) au 557, rue Saint-Laurent, au sud de la petite rue Charbonneau (aujourd'hui Guilbault Est). Peut-être la transformation du Jardin Guilbault en parc d'amusement avec beaucoup moins de place pour l'horticulture ouvrait-elle des possibilités d'affaire à une concurrence axée essentiellement sur la culture et la vente des plantes.

Chez Smith, on se consacre surtout à la culture des roses dont on expose un grand nombre de variétés, autant pour l'ornementation des jardins que pour la décoration florale des maisons, ainsi que pour la confection de bouquets

et couronnes. L'entreprise, dotée de serres tempérées à l'eau chaude, va étendre ses activités à tout le Québec et l'Ontario, répondant autant aux commandes par correspondance qu'à celles sur place.

1. Vallée, Bernard. «Le Plateau au temps des vergers», Bulletin de la Société d'histoire du Plateau Mont-Royal, Vol. 15, no 4, Hiver 2020, pages 10 et 11.
2. Hart, A. P. «A few Remarks on the State of Gardening in Lower Canada, and particularly in the Neighbourhood of Montréal». Dans: The Gardener's Magazine and Register of Rural and Domestic Improvement, Volume 9, No. 43, 1833, J. C. Loudon, London.
3. Taché, Joseph-Charles. Esquisse sur le Canada considéré sous le point de vue économiste, Paris, Hector Bossange et Fils, 1855.
4. Gordon, Alexander. «Observation on the present Apparence and Prospect of Gardening in the Canadas.» Dans: The Gardener's Magazine and Register of Rural and Domestic Improvement, Volume 6, New Series, 1840, J. C. Loudon, London.
5. Hart, A. P., op. cit.
6. Vallée, Bernard. Les jardins Guilbault: Éblouir les Montréalais, conférence, dimanche 12 février 2024, pour Mémoire du Mile End. Captation: <http://memoire.mile-end.qc.ca/fr/conference-les-jardins-guilbault/>



BELMONT HALL, UNE VILLA RICHE DE SES OCCUPANTS

Gabriel Deschambault,
vice-président de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal

Au début du dix-neuvième siècle, les Montréalais sont de plus en plus nombreux et les faubourgs se développent rapidement. Les fortifications de la vieille ville sont arasées en 1801 et la rue Saint-Laurent tente sa chance vers le nord. Toutefois, l'essentiel du développement urbain demeure toujours freiné par le plateau de la rue Ste-Marie (future rue Sherbrooke). Il faudra attendre l'arrivée du tramway hippomobile en 1861, avant que ce seuil psychologique ne s'estompe peu à peu.

C'est donc dire qu'en ce début de dix-neuvième siècle, on retrouve très peu de résidences en haut de la côte, dans ce secteur aussi connu sous le nom de Côte à Baron. D'ailleurs, si quelqu'un s'avise d'y construire une belle demeure, il est rapidement regardé avec curiosité. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé à Thomas Torrance qui installe en 1818 sa grande villa angle Saint-Laurent et Sainte-Marie (Sherbrooke). Cela ne fait pas de sens de vivre si loin de la ville, à un endroit où, dit-on, certains commerçants refusent même de se rendre pour livrer leurs produits. Il n'en faut pas plus pour surnommer cette villa la « Torrance's folly ».

L'édifice, sobre et élégant, peut être associé au style néo-classique par son volume, sa composition symétrique, la

forme de son toit, les pilastres engagés qui rythment la façade et son portique en avant-corps. Il se démarque toutefois par son immense serre et par sa tour d'observation vitrée, aussi appelée lanterne. Nul doute qu'à cet endroit, en 1818, le panorama vers la ville devait être splendide.

Les destins de deux grandes familles se sont croisés dans cette maison.

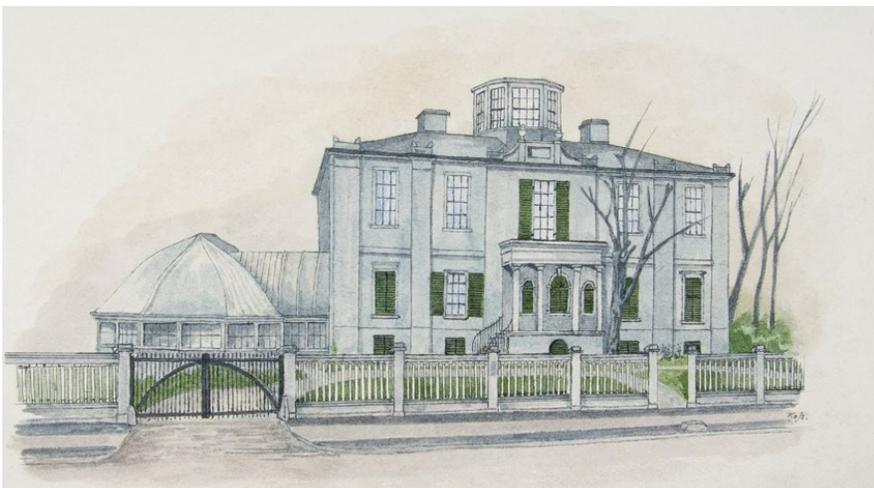
THOMAS TORRANCE, UN IMMIGRÉ ÉCOSSAIS

C'est en 1800 que Thomas Torrance (1776-1826) arrive à Montréal. Il fait partie des nombreuses cohortes d'immigrés écossais qui viennent y mettre à profit leur bosse des affaires. Avec ses frères, il mettra en place une florissante entreprise d'épicerie de gros et de détail, aussi spécialisée dans l'importation de thés et de vins et spiritueux.

Vers 1814, les Torrance s'intéressent également au domaine des bateaux-vapeurs sur le fleuve Saint-Laurent. Ils constatent l'engouement pour ce nouveau moyen de transport et son formidable potentiel économique. L'incroyable succès que connaît l'entreprise de John Molson (1763-1836), avec ses propres bateaux sur le fleuve, les convainc facilement de se lancer eux aussi dans l'aventure.

Molson, un entrepreneur visionnaire, a lancé en 1809 son bateau l'Accommodation, premier vapeur canadien entièrement fabriqué au Québec. L'Américain Fulford venait tout juste de lancer le premier vapeur en Amérique, qui naviguait sur l'Hudson. Molson ne perd pas de temps.

Son moteur a même été coulé aux Forges de Saint-Maurice, ce qui n'est pas peu dire. Molson multiplie les versions de ses bateaux et manœuvre auprès des gouvernements pour obtenir



Maison Molson vers 1892; John Hugh Ross / Musée McCord Stewart M980.184.1.62

un monopole sur la navigation vapeur sur le fleuve, en vain. L'homme affirme malgré tout sa suprématie sur le sujet. En 1822, les deux groupes finiront par fusionner dans la «St-Lawrence Steamboat Co.» afin d'offrir un service plus performant dans la liaison Montréal-Québec.

En 1826, pour des raisons qui me sont inconnues - peut-être est-ce relié au décès de Thomas - David Torrance, gérant de l'entreprise familiale, est aux abois et doit vendre à perte deux bateaux, à notre ami Molson, en plus d'avoir à céder à bon prix la maison familiale de la rue Sherbrooke.



Maison Molson 1912 / journal Witness 22-9-12

JOHN MOLSON, UN IMMIGRÉ ANGLAIS

Nous connaissons déjà le parcours de ce personnage qui crée en 1786 une brasserie qui demeure, encore aujourd'hui, un fleuron de l'économie québécoise. Molson n'a eu de cesse de créer de nouveaux navires toujours plus imposants et d'améliorer la mécanique de ses bateaux. Il s'est impliqué dans les chemins de fer, la banque, l'hôpital général, le théâtre, etc. Le personnage est hors norme !

Ainsi, notre ami Molson se retrouve donc occupant de la Torrance's Folly à partir de 1826, mais la nature de son occupation de la résidence n'est pas très bien connue. S'agit-il d'une location, ou d'une entente quelconque ? On l'ignore. On sait qu'il nommera la villa du nom de Belmont Hall, mais on ne sait pas pourquoi. La famille n'achètera finalement la propriété qu'en 1832, pour la conserver jusqu'en 1910.

Le patriarche a déjà quitté la villa en 1829, au moment du décès de son épouse Sarah Vaughan. On dirait que le cœur n'y est plus et il se retire dans ses îles bien-aimées

au cœur de l'archipel de Boucherville. Propriétaire, entre autres, de l'île Sainte-Marguerite, il y faisait séjourner ses navires en hiver depuis plusieurs années. C'est en ce lieu qu'il s'éteint paisiblement en 1836. En 1963 on retrouvera, enfoui dans la boue du bord de l'île, l'épave du «Lady Sherbrooke», l'un de ses derniers bateaux, qui lui plaisait particulièrement. Il assurait la liaison Montréal-Québec en 14 heures.

Mais le temps passe ! La maison de la rue Sherbrooke est maintenant habitée par John Molson III et sa femme Anna Molson, sa cousine germaine. En 1871, cette dernière s'occupe à faire avancer la cause de l'accès aux études supérieures pour les femmes. Elle aurait aimé faire des études, mais l'accès en est alors interdit aux jeunes filles. En 1871, elle organisera les rencontres de la «Montreal Ladies' Educational Association» afin d'ouvrir les portes des études supérieures et celles de l'université aux jeunes filles. Elle le faisait bien sûr pour sa fille Edith, mais celle-ci décède l'année suivante et Anna se place alors en marge de l'évolution de ce mouvement, qu'elle a elle-même créé. Les femmes seront finalement admise à McGill en 1884.

Il s'en est passé des choses dans cette maison si particulière ! Mais cela ne s'arrête pas avec le départ de la famille Molson. En 1910 la famille vend la propriété aux Sœurs Grises, mais rien ne bouge avant 1916, date où le bâtiment est occupé par des entreprises commerciales. En 1924 l'immeuble est loué par une entreprise associée à l'automobile, la United Auto Service. Cette entreprise transformera la propriété en station-service et cette belle aventure se terminera, en 1937, par un incendie qui fera disparaître tous ces souvenirs épiques de ces Grandes Familles montréalaises.

Encore à ce jour, on y vend de l'essence !



En 1929 / Musée McCord Stewart / vue 24579



Justin Bur
membre de la SHP et de Mémoire du Mile End

LE LOTISSEMENT CADIEUX

LES rues Napoléon, Roy, et Rachel existent depuis deux siècles ! Ce sont les derniers noms restants d'un plan de lotissement dessiné sur les terres du notaire Jean-Marie Cadieux (1780-1827) qui fait partie de la mythologie du Plateau Mont-Royal depuis longtemps. En 1950, les Archives municipales ont produit une fiche toponymique¹ montrant comment le notaire Cadieux avait repris les prénoms de sa famille pour nommer les rues de son lotissement (page suivante).

Il y avait une autre raison pour laquelle Cadieux attirait de l'intérêt : sa fille aînée Henriette² a épousé le célèbre Chevalier de Lorimier en 1832. Le jeune homme quitte son épouse et ses enfants pour devenir commandant patriote dans les rébellions de 1837 et 1838, s'exilant au Vermont entre les deux conflits. Il sera pendu par les autorités britanniques le 15 février 1839.

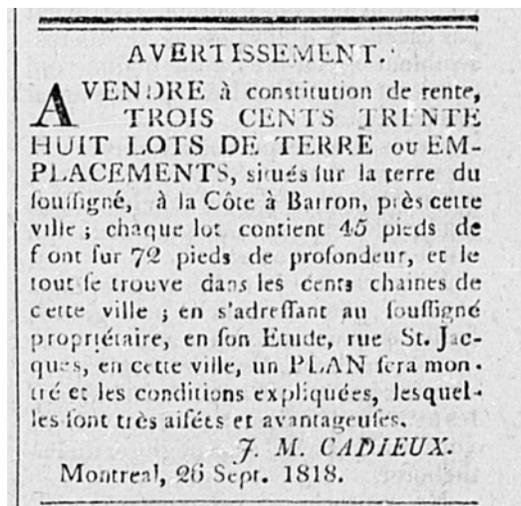
La source principale pour la fiche des Archives est un acte de partage de la succession Cadieux, passé devant le notaire J.-Augustin Labadie le 20 octobre 1834 et accompagné d'un plan dessiné par l'arpenteur Charles Laurier. En examinant le plan, on constate que les lots partagés entre les héritiers comprennent *presque* tout le lotissement, mais qu'il y a des trous. Si on lit l'acte de partage, on voit que les biens divisés ne sont pas seulement des lots invendus, mais aussi des rentes constituées sur quelques lots, selon des contrats remontant aux années 1820. Le lotissement avait donc eu une histoire avant 1834.

En fait, c'était en 1818 que Jean-Marie Cadieux a mis son lotissement en vente. Une publicité dans le journal *L'Aurore* du 26 septembre 1818, répétée de nombreuses fois par la suite, annonce son offre. Hélas, le PLAN mentionné dans l'annonce demeure introuvable. Il est différent de celui dans l'acte de partage de 1834 : les lots sont plus nombreux et plus petits, et leur numérotation est entièrement différente.

Le lotissement Cadieux n'était pas le premier du Coteau Baron, mais c'était le premier mettant en vente un grand nombre de lots urbains sur ses hauteurs. Une semaine avant l'annonce de Cadieux, William Bowron a annoncé un lotissement situé du côté ouest du boul. Saint-Laurent, entre l'avenue des Pins et la rue Saint-Cuthbert – un petit lotissement qui cependant n'a laissé de traces, si ce n'est que la rue Clark désaxée à cet endroit. Plus tôt encore, il y a eu des lots pour villas le long de la rue Sherbrooke. Mais le lotissement Cadieux était bien plus étendu que ces autres essais. En plus, lorsque Cadieux affirme dans sa publicité que « le tout se trouve dans les cent chaînes de cette ville », il ne dit pas vrai – environ la moitié de son lotissement déborde des limites de la ville. Plus de 30 ans plus tard³, il allait former le noyau initial du « village Cadieux » à l'origine du village de Saint-Jean-Baptiste.

Il est pourtant difficile de créditer Cadieux d'une pensée visionnaire. Les résultats de son expérience suggèrent plutôt une volonté de devenir rentier selon une vieille recette, sans trop de soucis pour l'état de développement de la ville ni pour les aléas de l'économie bas-canadienne, toujours chancelante. Le lotissement a trouvé peu de preneurs ; ceux qui s'y sont aventurés ont pour la plupart construit des petites maisons de bois qu'ils ont ensuite perdues. Car un contrat avec Jean-Marie Cadieux était impitoyable. Chaque lot avait une valeur assignée de 1200 # (livres ancien cours, livres françaises) ou 50 £.

Les acheteurs n'avaient pas à déboursier cette somme, transformée en rente constituée ; par contre ils payaient chaque année 6% d'intérêts (72 # ou 3 £). À cela s'ajoutaient les cens et rentes du régime seigneurial, dans ce cas redevables non pas aux Sulpiciens, permisifs et patients, mais plutôt à Toussaint Pothier, seigneur du fief Lagauchetière, qui exigeait rigoureusement son dû. Dans une bonne année, ces frais annuels n'étaient pas

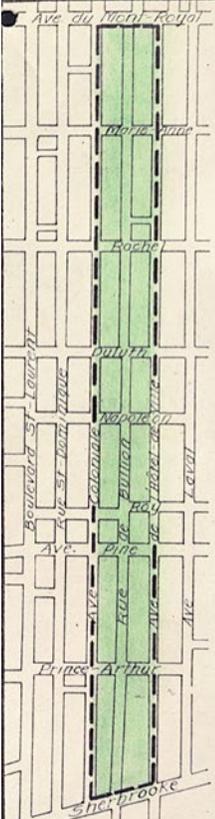


trop onéreux pour les artisans⁴ et ouvriers qualifiés qui achetaient les lots. Dans une mauvaise année, toutefois, la rente annuelle pouvait être une dépense de trop. On trouve de nombreux cas de poursuites judiciaires et de reprises de possession de lots, à l'initiative de Cadieux ou de Pothier⁵. La population du lotissement semble avoir atteint un maximum au milieu des années 1820, avec un sixième des lots vendus (tous sauf un dans la limite des 100 chaînes)⁶. Elle a déjà baissé au moment de l'inventaire des biens de la succession en 1827⁷. Encore moins de lots sont occupés dans le plan de partage de 1834.

Dans son mémoire sur le développement du faubourg Saint-Laurent avant 1810, Alan Stewart expose les conditions et prix semblables, une décennie ou deux avant Cadieux, pratiqués par Pierre Foretier, Toussaint Pothier, et les autres promoteurs du faubourg⁸. Dans les mots de Louise Dechêne, la rente constituée «appartient à un monde de rigidité et de lenteurs, qui puise sa rationalité, non pas tant dans le profit, que dans la conservation du patrimoine»⁹. Pourtant, le patrimoine de Cadieux, mal géré par sa famille après sa mort en 1827, fut rapidement dispersé. Ce n'était pas un cas isolé : ce monde bas-canadien allait être balayé, après les Rébellions, par une

nouvelle économie industrielle, le moteur de la transformation de Montréal en métropole canadienne.

1. Dossier de rue Prince-Arthur, VM166-R3081-3 ; Les grandes rues de Montréal – La rue Prince-Arthur en archives.
2. Yolande Gingras, *Henriette Cadieux, femme patriote, épouse d'un patriote* (L'Assomption : Point du jour, 2010), disponible au Centre de documentation de la SHP.
3. Suite à l'acquisition du lotissement par Hardoin Lionais en 1846, qui réussit à vendre les lots pendant les années 1850. Voir «La famille Lionais, promoteurs immobiliers», *Bulletin*, vol 18 no 4, hiver 2023, p. 10.
4. Dont Jean-Baptiste Jacotel, facteur d'orgues (voir l'article suivant). Je remercie Francis Lapointe pour l'acte de vente à Jacotel (notaire Pierre Ritchot, 4 juillet 1827) qui m'a incité à approfondir cette recherche.
5. Par exemple, on a trouvé trois saisies pour non paiement des rentes seigneuriales, en 1828, 1830, et 1832 (*Gazette de Québec par autorité*).
6. La plupart des contrats de vente sont dans le greffe du notaire Thomas Barron.
7. ANQ-M, Greffe du notaire Thomas Barron, acte no 4508 du 6 août 1827.
8. Alan Stewart, «Settling an 18th-century faubourg: property and family in the Saint-Laurent Suburb, 1735–1810», mémoire de maîtrise, McGill, 1988. Voir surtout le chapitre 5.
9. Louise Dechêne, «La rente du faubourg Saint-Roch à Québec — 1750-1850», *Revue d'histoire de l'Amérique française* 34 (4), mars 1981, p. 589 (cité par Alan Stewart, p. 194).



**Propriété Cadieux
Année 1834**

Croquis représentant une portion de la présente carte de la Ville de Montréal et comportant la délimitation de la propriété Jean-Marie Cadieux de Courville, telle qu'indiquée par l'arpenteur Charles Laurier sur un plan annexé à un acte de partage passé le 20 octobre 1834, devant Me J.-A. Labadie, notaire.

Au début du siècle dernier, la propriété Cadieux était bornée au sud par la rue Sherbrooke, au nord par la rue des Tanneries, (aujourd'hui avenue du Mont-Royal); à l'ouest par la rue d'une largeur de vingt pieds, appelée tout d'abord rue Georges-Hippolyte, puis ensuite St-Hippolyte, (maintenant avenue Coloniale) et à l'est par la rue Pantaléon, (maintenant avenue de l'Hôtel-de-Ville) d'une largeur de vingt pieds également.

Cette terre était traversée du sud au nord et de l'est à l'ouest par les rues ci-après:

Rue Georges-Hippolyte;	appelée rue St-Hippolyte le 14 septembre 1863, puis avenue Coloniale le 18 septembre 1905;
Rue Cadieux;	appelée rue de Bullion le 9 mai 1927;
Rue Pantaléon;	appelée avenue de l'Hôtel-de-Ville le 8 mars 1895;
---	---
Rue de Courville;	appelée rue Prince-Arthur le 8 septembre 1890;
Rue Roy;	
Rue Napoléon;	
Rue St-Jean-Baptiste;	appelée avenue Duluth le 1er décembre 1890;
Rue Rachel;	
Rue Henriette;	appelée par la suite rue Marie-Anne à une date indéterminée, mais antérieure toutefois à l'année 1869.

Toutes ces rues, sous leurs noms respectifs ont été indiquées, par l'arpenteur Charles Laurier, sur un plan annexé à un acte passé le 20 octobre 1834, devant J.-A. Labadie, notaire. Cet acte a intitulé: "Partage des immeubles de communauté entre Marguerite Roy et Jean-Marie Cadieux, notaire, devant Dame Marguerite Roy, veuve de feu Jean-Marie Cadieux, notaire". Les biens vont à parties égales aux "héritiers du dit Jean-Marie Cadieux, leur père" soit aux personnes suivantes:

Pantaléon Cadieux, notaire; Georges-Hippolyte Cadieux, Henriette Cadieux, épouse de François-Marie-Thomas-Chevalier de Lorimier, notaire. (En 1837, ce dernier prit une part active dans le soulèvement des patriotes. Condamné à mort, il fut exécuté le 15 février 1839.); Rachel Cadieux, épouse de Jean-Baptiste-Chamilly-Verneuil de Lorimier, E.M. Droit, frère du précédent.

En somme, voilà une nomenclature dont l'intérêt ne manquera pas de attirer l'attention des chercheurs en ce qui regarde la raison d'être des noms adoptés pour la désignation des rues ouvertes sur la propriété Cadieux.

Eu égard à la liaison qui apparente de façon si étonnante les membres de la famille Cadieux aux noms de rues situées sur le nomme familial, il nous paraît raisonnable jusqu'à preuve du contraire, de résumer comme suit la dénomination originale des rues susdites:

Rue Cadieux
Pour rappeler la famille Jean-Marie Cadieux de Courville.

Rue Roy
Pour rappeler le nom de famille de Marguerite Roy, épouse de Jean-Marie Cadieux de Courville, notaire.

Rue de Courville
Pour rappeler la famille Jean-Marie Cadieux de Courville.

Rue Pantaléon
Pour rappeler le prénom de Pantaléon, fils de Jean-Marie Cadieux de Courville, notaire.

Rue Georges-Hippolyte ou Saint-Hippolyte
Pour rappeler le prénom de Georges-Hippolyte, fils de Jean-Marie Cadieux de Courville, notaire.

Rue Rachel
Pour rappeler le prénom de Christine-Rachel, fille de Jean-Marie Cadieux de Courville, notaire. Elle était l'épouse de Jean-Bte-Chamilly-Verneuil de Lorimier.

Rue Henriette
Pour rappeler le prénom de Marguerite-Henriette, fille de Jean-Marie Cadieux de Courville, notaire. Elle était l'épouse de François-Marie Thomas Chevalier de Lorimier, l'un des chefs patriotes de 1837.

Rue Saint-Jean-Baptiste
Pour honorer probablement le nom patronymique de Jean-Baptiste-Chamilly-Verneuil de Lorimier, époux de Christine-Rachel, fille de Jean Marie Cadieux de Courville.

Rue Napoléon
Cette voie rappelle apparemment le souvenir de Napoléon Ier, empereur des Français, décédé dans l'île Ste-Hélène le 5 mai 1821.
Par ailleurs, deux des petits-fils de Jean-Marie Cadieux de Courville reçoivent le prénom de Napoléon au baptême; l'un, Jean-Guillaume-Napoléon, baptisé le 22 janvier 1833 et inhumé le 12 septembre de la même année, était issu du mariage de J.-Bte-Chamilly-Verneuil de Lorimier et de Christine-Rachel Cadieux. L'autre, Ernest-François-Napoléon, baptisé le 4 mars 1838 et inhumé le 6 avril 1839, était issu du mariage de François-Marie-Thomas Chevalier de Lorimier et de Marguerite Henriette Cadieux de Courville.

ARCHIVES MUNICIPALES DE MONTRÉAL, le 4 avril 1960.



JEAN-BAPTISTE JACOTEL : UN FACTEUR D'ORGUE FRANÇAIS ÉTABLI À LA CÔTE À BARON

Francis Lapointe, musicien, étudiant à la maîtrise en histoire,
Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, UQAM

EN novembre 1823, le facteur d'orgue et mécanicien Jean-Baptiste Jacotel (1771-1832) présente ses services « aux curés et au public en général », précisant « qu'il a établi sa boutique en sa demeure, sur la terre de J.M. Cadieux à la Côte à Baron, près de cette ville¹ ». Il s'agit ici du notaire montréalais Jean-Marie Cadieux de Courville (1780-1827), dont la propriété s'étendait de la rue Sherbrooke à la rue Mont-Royal, entre les rues Coloniale (Georges-Hyppolite) et Hôtel-de-Ville (Pantaléon)². La terre de Cadieux faisait partie de cet espace alors connu sous le nom de Côte à Baron, un territoire rural, qui accueillait quelques villas, moulins et fours à chaux³, mais aussi des artisans spécialisés, comme Jean-Baptiste Jacotel.

Originaire de Châtenois dans les Vosges, lieu important de la facture instrumentale française, Jacotel était issu d'une famille de mécaniciens et facteurs d'orgue. Avant son départ pour l'Amérique, il était déjà un artisan accompli et avait notamment travaillé à l'orgue de Notre-Dame de Paris durant le Premier Empire. Nous ne savons pas ce qui l'amène à quitter la France, mais l'Amérique ne lui était pas inconnue, puisque son oncle, François Jacotel (1736-1794), avait été soldat dans l'armée de Montcalm. Il s'y était établi après la guerre de Sept Ans et s'était marié à l'église Notre-Dame de Montréal en 1762. Jean-Baptiste n'avait que vingt-trois ans quand son oncle François est décédé à Boston en 1794 : il avait assurément entendu parler de Montréal dans sa famille. Savait-il aussi qu'une communauté catholique s'était bien ancrée au Bas-Canada et qu'un marché pour les orgues d'église se développait tranquillement ?

Jacotel arrive donc à Montréal vers 1819 en compagnie de sa femme, Marie-Colette L'Huillier, et de leurs deux enfants. Il établit sa demeure et son atelier à la Côte à Baron dès août 1821, sur un lot faisant 90 pieds de front (rue Cadieux) et 140 pieds de **profonds**, portant les numéros « 60 et 61 entre les rues Cadieux [de Bullion] et Pantaléon [Hôtel-de-Ville] au plan de la dite terre⁴ ».

Jacotel et L'Huillier, qui travaillait aux côtés de son mari, font partie des premiers fabricants d'instruments de musique à s'implanter à Montréal, ou « près de cette ville » au 19^e siècle. L'arrivée à Montréal de Jacotel rétablissait un lien avec la tradition française en facture d'orgue, lien qui s'était affaibli, voire rompu après la Conquête.

Jacotel est un artisan de talent qui fabrique, outre des orgues d'église, des serinettes, des pianos de verre, des automates musicaux et des orgues à cylindres. Il présente d'ailleurs, dès le mois d'août 1821, un « Panorama mécanique » au Marché Neuf. L'exposition consiste « en un grand nombre de Figures Automates, [qui] paraissent jouer avec une grande exactitude, une variété d'airs sur différents instruments ». Il expose notamment « une



Serinette Jacotel, Maison de la musique mécanique, Mirecourt, France.

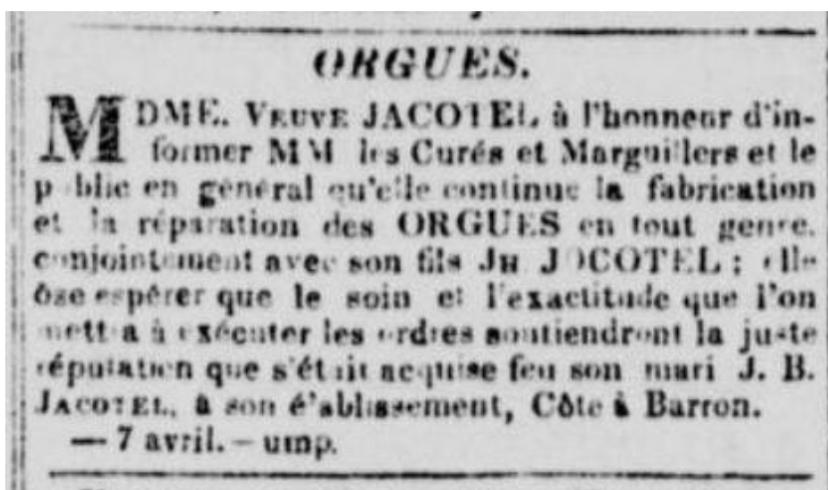
belle sirène qui chante plusieurs airs, et trois oiseaux qui exécutent un trio dans un style élégant». On dit que «ceux qui ont été témoins de cette exhibition [...] sont] convaincus qu'il n'y a pas encore eu d'ouvrage de l'art qui pût si bien imiter la vie». Les automates de Jacotel seront achetés par Thomas Delvecchio et exposés dans son cabinet de curiosités dès 1824⁵.

C'est en collaboration avec son gendre, Auguste Fay, que Jacotel fabrique les premiers orgues d'église à son atelier. Plusieurs paroisses cherchent alors à se doter d'un instrument et Jacotel propose une solution pragmatique pour composer avec le manque d'organistes et le manque de fonds des paroisses. Il invite les curés à se procurer un orgue à cylindres, pouvant jouer une multitude d'airs à leurs choix. Par exemple, en 1824, lorsque Jacotel fabrique un orgue pour le curé Huot de Sault-au-Récollet, on peut lire au contrat : «quant au troisième cylindre, qui sera de douze airs au choix dudit Sieur Huot, ledit facteur promet et s'oblige de le livrer d'ici à la St Michel prochaine⁶». Jacotel maîtrisait ainsi la tonotechnie, soit l'art de noter, à l'aide d'agrafes, des airs de musique sur un rouleau de bois, destinés à être joués par un mécanisme de reproduction, soit un orgue, une serinette ou un automate. On peut voir un exemple de ce dispositif dans une serinette de sa facture, conservée par le Maison de la musique mécanique à Mircourt (image). Une littératie musicale était de mise, puisque Jacotel devait placer les agrafes sur un cylindre de bois selon une légende, en fonction de la partition musicale. Le placement inexact des agrafes aurait pour effet de fausser la mélodie et le rythme du morceau. Le curé de

Trois-Rivières déclare d'ailleurs publiquement en août 1825 que Jacotel et Fay sont «[d'] habiles facteurs de ce bel instrument [et] excellent surtout dans la Nototechnie [sic] ou art de noter sur cylindre⁷».

Jacotel et Fay fabriquent également, en 1830, un orgue pour la paroisse de Sainte-Thérèse, instrument qui servira quelques années plus tard de modèle à Joseph Casavant pour perfectionner sa facture d'orgue. Malheureusement, l'épidémie de choléra de 1832 fauche la vie de Jean-Baptiste Jacotel, alors qu'il est au sommet de son art. Marie-Colette L'Huillier poursuit quelque temps la facture d'orgue avec son fils, toujours à leur demeure de la rue Cadieux. Elle annonce par ailleurs publiquement ses services en 1836, ce qui fait d'elle, à notre connaissance, la première femme établie à son compte en facture instrumentale au Canada, et peut-être même en Amérique du Nord⁸.

Ce portrait rapide de Jean-Baptiste Jacotel et de sa famille se veut un exemple d'un type d'artisan que l'on pouvait retrouver dans le secteur de la Côte à Baron au début du 19^e siècle. C'est d'autant plus ici le portrait d'une unité de production familiale, établie autour d'un artisan spécialisé, qui aura un impact important sur le développement de la facture instrumentale au Canada.



La Minerve, 7 avril 1836

1. *Le Spectateur canadien*, 19 novembre 1823.
2. Archives de la Ville de Montréal, document R3081-3-006.
3. Justin Bur, Yves Desjardins, Jean-Claude Robert, Bernard Vallée et Joshua Wolfe, *Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal*, Montréal, Écosociété, 2017, p. 103.
4. Archives nationales à Montréal, fonds Cour supérieure, District judiciaire de Montréal, greffe du notaire Pierre Ritchot, CN601,S348, *Vente par Marie Marguerite Roy veuve Cadieux à Jean Bte. Jacotel*, 4 juillet 1827, n° 1857. Le lot était situé juste au nord de la rue Roy.
5. *Le Spectateur canadien*, 11 août et 29 septembre 1821; *Le Spectateur Canadien*, 27 décembre 1824.
6. Archives nationales à Montréal, fonds Cour supérieure, District judiciaire de Montréal, greffe du notaire Jean-Baptiste Constantin, CN601,S96, *Vente d'un orgue par J.B. Jacotel à François Mathias Huot*, 30 août 1824, n° 2905.
7. *Le Spectateur canadien*, 03 septembre 1825.
8. *La Minerve*, 7 avril 1836.



Huguette Loubert, administratrice

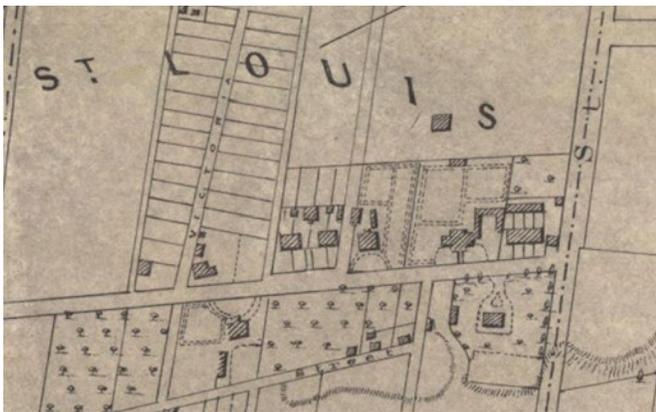
LA FAMILLE DELISLE ET LA VILLA MONT-SAPIN

HISTOIRE D'UNE VILLA

VERS 1820 et 1830, le bon air et la superbe vue sur Montréal et ses faubourgs incitent des Montréalais bien nantis à se construire une villa sur la Côte à Baron entre les rues Saint-Laurent et Saint-Denis. Ces villas et leur jardin vont remplacer graduellement les vergers et la culture maraîchère.

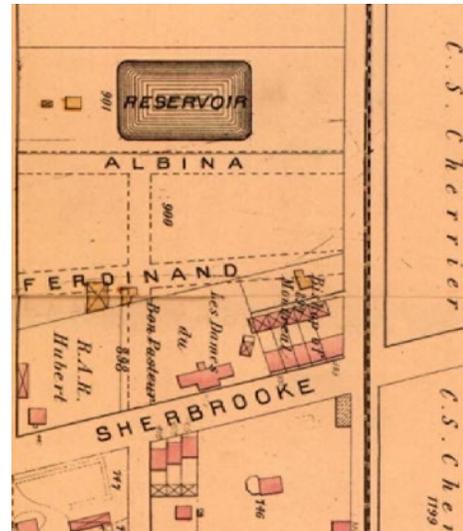
Au début des années 1760, le projet de développement du Faubourg Saint-Pierre était planifié par Pierre Foretier (1738-1823). Mais l'éloignement de la Ville l'a voué à l'échec. Cependant, entre 1813 et 1826, Jean-Baptiste (John) De Lisle, greffier de la Paix et de la Couronne, a pu regrouper trois lots pour en créer un seul au nord de la rue Sherbrooke, près de la rue Saint-Denis. De forme presque carrée, le terrain a une superficie d'environ deux arpents. Sur ces lots, il ne restait alors que la maisonnette en pièce sur pièce datant de 1779. Le hangar construit l'année suivante a disparu. On y trouvait aussi 80 arbres fruitiers. Jean-Baptiste De Lisle (Delisle) y aménage un jardin et un verger.

Il se fait construire une villa entre 1832 et 1838. D'après son plan et les cartes de la Ville, elle est d'influences néo-classiques. Elle est composée d'un corps principal avancé avec une aile de chaque côté et située tout près de la rue Sherbrooke. Un premier élargissement de la rue en 1866, enlève environ 22 pieds à la propriété en longeant la façade



Carte de James Cane, 1846, représentant la villa des Delisle et une dépendance en forme de U inversé.

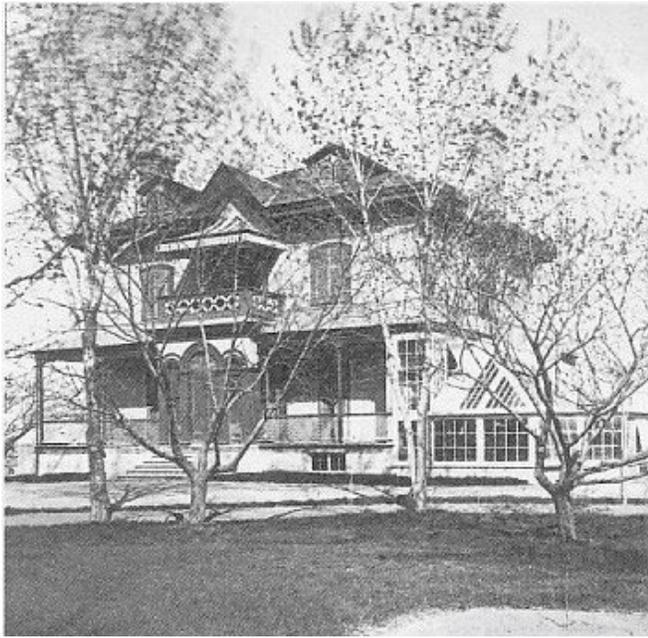
de la villa. Beaucoup plus tard, en 1957, une deuxième expropriation enlèvera 29 pieds supplémentaires à ce terrain.



Carte Hopkins de 1879 montrant la villa des Delisle encore présente, mais le terrain appartient alors à la communauté du Bon Pasteur. Le pensionnat sera construit et inauguré deux ans plus tard.

À son décès en 1839, la maison est mise uniquement en location par six propriétaires successifs jusqu'à sa démolition vers 1880. Elle sera remplacée par l'Académie Saint-Louis-de-Gonzague inaugurée en 1881. La famille qui l'occupera de 1847 à 1861, est celle de Olivier Taschereau de Linière, avocat, qui lui donnera le nom de Villa Mont-Sapin.

La Place Lartigue l'avoisine à l'est, bornée par la rue Saint-Denis. Cet emplacement sera offert à l'évêché par Denis-Benjamin Viger en 1843. Des maisons en ligne avec dépendances y seront construites et louées. À l'ouest, la villa de Richard A.R. Hubert que l'on voit apparaître sur la carte de James Cane en 1846. Et en face, du côté sud de la rue Sherbrooke, entre les rues Saint-Denis et Sanguinet, la villa de Jean-Baptiste Beaudry (1809-1892), procureur des héritiers Foretier, est construite vers 1835. Elle occupe un grand terrain où on verra s'ériger quelques décennies plus tard, une rangée de maisons de ville qui existent toujours. Actuellement, elles sont toutes vacantes...



Villa Beaudry, 1875. Photo collection Musée McCord Stewart.

En 1842, Alexandre-Maurice Delisle, le fils de Jean-Baptiste, achète de la succession Foretier, vingt acres de terrain bornés au sud par la propriété de son père et au nord par la rue Roy. Il vendra une section de cette propriété qui servira à l'installation du réservoir d'aqueduc de la ville et après sa désaffectation, le Carré Saint-Louis. Lors de la vente, Delisle fait des recommandations pour le développement futur du secteur.

QUI ÉTAIENT CES DELISLE ?

Il n'est pas courant de pouvoir suivre les traces d'individus de quatre générations successives ayant chacun laissé leur marque dans l'administration de la justice à Montréal depuis l'ancêtre venu de France.

L'ancêtre, Jean De Lisle de la Cailletterie, est né vers 1724 à Nantes, en France. Il émigre à New York et épouse Ann Denton en 1756, et en seconde noces Suzanne Lacroix-Mézières en 1790. Il est décédé en 1814. En 1764, il est à Québec avec son fils Jean-Guillaume qu'il inscrit trois ans plus tard, au collège dirigé par son compatriote sulpicien J.B. Curatteau. En 1768, il reçoit du gouverneur Carleton, une commission de notaire et le pouvoir de dresser des procès-verbaux d'arpentage. Il sera délégué à Londres en 1783 pour porter une pétition réclamant une réforme du gouvernement et du système judiciaire. Selon les journaux de l'époque, il était un homme respectable avec des connaissances profondes et étendues. Il possède une grande bibliothèque, s'intéresse aux mathématiques et il est respecté des hommes de lettres.

Son fils, Jean-Guillaume Delisle (1757-1819) suivra ses traces. Il obtient une commission pour exercer le notariat à Montréal tout en étant marchand. Plus tard, il pourra offrir ses services à toute la province. Il épouse Radegonde Berthelet, fille de Joachim Berthelet, avocat et juge de paix. En 1788, il est nommé greffier de la fabrique Notre-Dame ce qui lui permet d'intervenir dans l'administration du Collège Saint-Raphaël qui occupe alors le château de Vaudreuil propriété de la fabrique. Il sera aussi très actif entre autres avec le Théâtre de société de Montréal, le Club des Apôtres (activités gastronomiques), la société du feu, la milice et une loge secrète d'esprit maçonnique.

Jean-Baptiste Delisle, fils du précédent, est né en 1780. Il est l'acquéreur du terrain de la villa dont il est question ici. Marié en 1801 à Mary Robinson, il est alors fonctionnaire employé au greffe de la Couronne. Il sera nommé en 1806 secrétaire de la Maison de la Trinité, organisme administratif du port de Montréal. Il assumera par la suite plusieurs postes de greffier dont celui de greffier de la paix conjointement avec son fils Alexandre-Maurice. Il est décédé en 1838.



Alexandre-Maurice Delisle -1865, Photo Studio William Notman, Musée McCord-Stewart



Marie-Angélique Cuvillier. Vers 1865. Photo William Notman, Musée McCord-Stewart

Son fils, Alexandre-Maurice Delisle, est né en 1810 et décédé en 1880. On connaît surtout son nom comme le vendeur du terrain du réservoir au Square Saint-Louis. Mais il y a plus, même si l'histoire l'a un peu oublié... Il épouse Marie-Angélique Cuvillier en 1833. Elle est la fille de Austin Cuvillier, homme d'affaire, politicien, le 5^e des douze plus grands propriétaires fonciers de Montréal à l'époque et l'un des fondateurs de la Banque de Montréal. Elle est aussi fille de Marie-Claire Perrault, sœur de Luce Cuvillier, l'égérie de Georges-Étienne Cartier et la cousine d'Émilie Tavernier-Gamelin. Voilà pour le réseau familial.

Aux bottins de l'époque, sa résidence est mentionnée comme étant sur la Côte à Baron (1842), au 17 rue Sherbrooke (1850), 32, rue Sherbrooke (1860) et au 444, rue Sherbrooke (1870). La numérotation a changé plusieurs fois au siècle dernier avant de se fixer. Pour les deux dernières, il semble que ce soit au même endroit, côté sud, près de la rue Sanguinet. Les Cuvillier habitaient aussi à la Côte-à-Baron dans le lotissement Bowron près de la rue Saint-Laurent.

Il a été greffier de la paix conjointement avec son père, greffier de la Couronne, marguillier à Notre-Dame, commissaire pour administrer le serment aux membres du Conseil spécial en 1838, greffier de la paix conjointement avec M. Bréhaut; premier député du comté de Montréal de 1841 à 1843 après l'Acte d'Union de 1841, directeur de la Banque d'épargne de 1850 à 1851, Commissaire du havre de Montréal en 1859, shérif de Montréal de 1862 à 1863.

Entre 1862 et 1864, une enquête publique a lieu sur l'administration Delisle-Bréhaut-Schiller au greffe de la Couronne et mettra à mal la réputation de Alexandre-Maurice Delisle. L'affaire commence suite à la dénonciation de Charles-Michel Delisle, demi-frère d'Alexandre-Maurice. Mouton noir de la famille, il est mécontent du règlement de la succession de son père. Il devra s'exiler aux États-Unis et regrettera amèrement son geste. Mais l'affaire largement reprise par les journaux de l'époque, amène l'enquête qui révélera des manquements administratifs concernant le paiement des salaires, la perception des amendes et le contrôle des objets volés déposés dans la voûte gérée par le grand connétable, Benjamin Delisle, oncle de Alexandre-Maurice Delisle. Ce dernier est destitué de son poste de greffier et de shérif ainsi que Bréhaut et Schiller. Les politiciens adverses alimenteront généreusement les journaux. Cependant, quand le parti conservateur est élu, il réussit à réintégrer le poste de Commissaire du havre en 1866; il sera par la suite président de cette commission et percepteur des douanes jusqu'à 1874.

Durant plusieurs décennies, il achète de nombreuses propriétés dont les parts héritées par ses frères et sœurs. Ses avoirs combinés à ceux de sa femme, active en immobilier, continuent de s'enrichir malgré les taux d'intérêt élevés qui minent leur valeur. En 1862, il a fait construire un magasin-entrepôt aux 400-406 rue Notre-Dame Est, dans le Vieux-Montréal. Ce bâtiment existe toujours. Une grande partie du terrain du collège Mont-Saint-Louis faisait partie de leur succession. Elle sera vendue en 1886 pour la somme considérable pour l'époque de 68 950\$.

La toponymie de Montréal a honoré le couple: La rue Cuvillier dans l'est de l'Ile et la rue Delisle dans le sud-ouest, quartiers où l'un et l'autre ont respectivement investi et spéculé.

Références :

- Dictionnaire biographique du Canada, les biographies de Jean Delisle, Jean-Guillaume Delisle, Alexandre-Maurice Delisle et Austin Cuvillier.
- Documents, témoignages et procédés dans l'enquête Lafrenaye et Doherty dans le bureau du greffier de la Couronne et du greffier de la paix- Imprimerie de la Minerve 1864.
- Répertoire du patrimoine culturel du Québec
- Bulletin des recherches historiques, Vol. XXV – BAnQ
- Études du potentiel, inventaire et fouilles archéologiques - Site du pensionnat Saint-Louis de Gonzague et de la villa Delisle- Ethnoscop 2006.
- Études sur le patrimoine du Square Saint-Louis et de ses abords – Consaur 1991
- Development of Cote a Baron – Robert S. Marshall- 1983. McGill University
- Linteau P.-A. Linteau et J.-C. Robert. *Propriété foncière et société à Montréal: une hypothèse*, Revue d'histoire de l'Amérique française 28 (1974)



Nathalie Bandulet, directrice

CHRONIQUE DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVES DERNIÈRES NOUVELLES

DEPUIS 2020, le traitement des archives de la SHP a beaucoup progressé. D'abord avec l'archiviste Josée Vallerand, qui au cours de deux contrats de 4 mois, a structuré et traité une soixantaine de fonds et collections sur les 90 que nous avions alors. Plusieurs nouveaux fonds familiaux ont été ajoutés par la suite et traités sommairement. Grâce à une formation sur le logiciel Archilog et un nombre supplémentaire d'heures qui m'ont été allouées à cette fin, le travail se poursuit maintenant de façon régulière.

En collaboration avec l'UQAM, nous avons reçu Sophianne Leclair, étudiante au certificat en *Gestion de l'information et des archives*, qui a choisi de faire son stage final à la SHP au printemps dernier (voir encadré). Avec son aide, nous avons entrepris un grand travail de classement des archives administratives de notre organisme, le tri dans nos publications en double, l'inventaire des cartes et plans et poursuivi la numérisation du journal Place publique afin de le rendre disponible dans le futur.

Le Centre de documentation et d'archives reste ouvert tous les mardis de 10 h à 12 h et de 13 h à 17 h pour les consultations sur place, le dépôt de documents, les inscriptions pour devenir membre et pour l'achat de livres. Dorénavant, vous pouvez aussi prendre rendez-vous pour venir un autre jour de la semaine si vous avez des recherches importantes à faire ou si vous souhaitez déposer un fonds d'archives.

Pour prendre rendez-vous, écrivez-moi à centre.documentation@histoireplateau.org

MON STAGE AU CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVES

Par Sophianne Leclair

Pour beaucoup d'étudiant.e.s, le stage en milieu professionnel représente les tous derniers pas vers la ligne d'arrivée du parcours universitaire; il marquera le mien. Je suis étudiante dans le Certificat de gestion de l'information et des archives de l'Université du Québec à Montréal. Comme je détiens un baccalauréat en histoire et que je suis impliquée dans une autre société historique, il a été tout naturel d'avoir été jumelée avec la SHP. Ce stage de 25 jours s'est déroulé au mois de mars 2024 sous la supervision de Nathalie Bandulet, directrice du centre, et de Josée Vallerand, archiviste. L'objectif d'un stage est de vivre une expérience de travail et d'appliquer les connaissances apprises dans nos cours théoriques à travers une diversité de tâches archivistiques dans un milieu particulier. C'est effectivement ce que la Société d'histoire m'a permis de faire. J'ai d'abord eu la chance de traiter un fonds d'archives de A à Z. Cela débute par l'acquisition du fonds auprès du donateur, ensuite d'assurer la conservation des documents dans du matériel qui le protégera des dommages du temps. Le fonds a ensuite été classé, organisé et décrit afin qu'il soit repérable sur la plateforme de recherche. J'ai aussi pu assister à deux conférences, lesquelles sont de beaux exemples de diffusion d'archives historiques. En plus de plusieurs autres tâches de gestion des archives administratives, j'ai eu beaucoup d'occasions de partager avec mes superviseurs, de donner mon opinion et de faire le lien entre la théorie et la pratique. Je remercie la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal pour son accueil et sa volonté de partage avec la relève.



Sophianne Leclair, stagiaire,
à la numérisation de documents d'archives.

DES NOUVELLES DE VOS ÉLU.E.S D'ARRONDISSEMENT



Débarcadères et stationnements pour personnes handicapées

Dans le cadre du nouveau plan d'action en accessibilité universelle qui sera dévoilé cette année, l'arrondissement poursuivra l'aménagement proactif de stationnements réservés aux titulaires de vignettes pour personnes handicapées et de débarcadères pour passagers à mobilité réduite. Si vous détenez une vignette pour personnes handicapées, n'hésitez pas à en demander près de chez vous ou à proximité des lieux que vous visitez en contactant le 311.



La gratuité pour les personnes âgées se poursuit à la STM!

La gratuité du transport collectif pour les résidents âgés de 65 ans et plus se poursuit cette année. En effet, tous les déplacements en zone A en bus, en métro, en train de banlieue, taxi collectif, navette fluviale, avec le REM, ou en transport adapté bénéficient de cette gratuité. Pour en profiter, rendez-vous dans une station du métro avec une preuve de résidence pour faire charger votre titre Gratuité 65+ sur votre carte OPUS avec photo.



Photos : Laurence Parent et Julien Deschênes

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

201 Avenue Laurier E, Montréal, QC H2T 3E6



Luc Rabouin
Maire d'arrondissement
p.m.r.bureaudumaire@montreal.ca
514 872-8023 #8



Marie Plourde
Conseillère de ville
Mile-End
marie.plourde@montreal.ca
514 872-8023 #2



Marie Sterlin
Conseillère d'arrondissement
Mile-End
marie.sterlin@montreal.ca
514 872-8023 #3



Alex Norris
Conseiller de ville
Jeanne-Mance
alex.norris@montreal.ca
514 872-8023 #4



Maeva Vilain
Conseillère d'arrondissement
Jeanne-Mance
maeva.vilain@montreal.ca
514 872-8023 #5



Marianne Giguère
Conseillère de ville
De Lorimier
marianne.giguere@montreal.ca
514 872-8023 #7



Laurence Parent
Conseillère d'arrondissement
De Lorimier
laurence.parent@montreal.ca
514 872-8023 #6